

RAPACES

COMMUNIQUE N°2

Janvier 2001

ATTAC, LA GARDE D'ELITE DU CAPITALISME

"Les fausses luttres spectaculaires des formes rivales du pouvoir séparé sont en même temps réelles, en ce qu'elles traduisent le développement inégal et conflictuel du système, les intérêts relativement contradictoires des classes ou des subdivisions de classes qui reconnaissent le système, et définissent leur propre participation dans son pouvoir. Ces diverses oppositions peuvent se donner, dans le spectacle, selon des critères tous différents, comme des formes de sociétés absolument distinctes. Mais selon leur réalité effective de secteurs particuliers, la vérité de leur particularité réside dans le système universel qui les contient : dans le mouvement unique qui a fait de la planète son champ, le capitalisme."

Guy DEBORD, *La Société du Spectacle*, 1967.

Dans un éditorial du *Monde Diplomatique* intitulé "*Désarmer les marchés*", Ignacio Ramonet propose de créer une Organisation Non Gouvernementale dénommée "*Action pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens*", laquelle voit le jour en juin 1998 :

Il est donc question d'appliquer la taxe, inventée par le célèbre économiste James Tobin, qui vise à imposer les transactions monétaires (opérations de change d'une monnaie à une autre) à un taux très faible (de 0,05% à 0,25%).



Pourquoi ? Les partisans d'ATTAC affirment vouloir "mettre un grain de sable" dans les rouages de la spéculation. La somme collectée par cet "impôt mondial de solidarité" serait utilisée en faveur des plus pauvres de la planète. "*Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde*" clament prophétiquement ces combattant de la démocratie ! Qu'en est-il vraiment ?



Aujourd'hui l'ONG ATTAC dispose de nombreux relais internationaux.

En France cette association très médiatique s'est constituée autour d'un étrange consensus politique.

Parrainée par un jésuite, Henri Madelin, un banquier, Jean Deflassieux, ATTAC voit son conseil d'administration attribué à des personnes morales telles que Charlie Hebdo, Témoignage Chrétien, AC !, Confédération paysanne, Droit devant !, la fédération des banques CFDT .

Les fervents supporters de la taxe Tobin regroupent des organisations comme **SUD-PTT, FGTE-CFDT**, des membres de la **CNT** (rue Vignoles), mais sont aussi présents au sein des institutions. Ainsi, au Parlement européen, le groupe ATTAC, composé de plus de 40 députés, unit des prétendus révolutionnaires comme **Alain Krivine** avec **Daniel Cohn Bendit**, des socialistes et des stalinien.

A l'assemblée nationale, les pro-taxe Tobin ont ratissé encore plus large puisqu'au côté de la centaine de députés "gauche plurielle" que compte le groupe ATTAC, on trouve un député **UDF**. Rien d'étonnant quand on sait qu'un des dirigeants du **RPR, Philippe Seguin**, appuie l'idée d'une taxe sur les mouvements de capitaux internationaux.

Qu'est-ce donc cette taxe, présentée par les médias comme le fer de lance de la lutte contre la mondialisation de l'économie, qui en réalité satisfait les exploités ?

Opérons un calcul très simple : Sur 5 millions de francs issus de la spéculation, on ponctionne un montant équivalent à 0,05% de cette somme.

Résultat : le riche actionnaire contraint d'aider les plus pauvres verserait. 2500 francs ! Rien d'effrayant pour les financiers de Wall Street, Tokyo

ou Paris. Qui dans ces conditions peut sérieusement parler d'un impôt pour qualifier la taxe Tobin ?



Rien en effet de comparable entre ce **prélèvement de 0,05% à 0,25%** qui effleurerait les caisses de la haute bourgeoisie et la TVA, par exemple, dont le taux variant de 10 à 15% frappe injustement les riches comme les pauvres. Derrière les grands discours, on note aisément ce qui se trame : la signification sociale de cette fameuse taxe tient de la charité, ni plus, ni moins. On comprend mieux pourquoi **revendiquer l'application de la taxe Tobin ne dérange personne**. A présent voyons les raisons pour lesquelles cela arrange l'ensemble de la classe politique et plus largement les tenants du système capitaliste.



En matière d'analyse politique, il est toujours intéressant de s'arrêter sur les dates. Celles de l'éditorial d'Ignacio Ramonet et de la naissance d'ATTAC confirment la règle.

Nous sommes en **décembre 1997**, l'appel est lancé pour *"Désarmer les marchés"*, le monde vient d'être ébranlé par l'une des crises financières les plus dévastatrices depuis longtemps.

L'imminence d'un énorme crack boursier mondial est prise au sérieux par de nombreux économistes. L'idée est donc d'éviter l'effondrement des places boursières en instituant un contrôle

minimum des flux de capitaux. Une idée déjà appliquée par certains pays.

Bernard Cassen, président d'ATTAC, nous montre de quoi il s'agit dans son article "Vive la Taxe Tobin" : *"En vérité, il existe toute une panoplie d'actions possibles pour combattre l'entrée des capitaux purement spéculatifs qui, lorsqu'ils se retirent brutalement, comme en Asie orientale en 1997, provoquent l'effondrement du taux de change. Notamment, comme cela a été expérimenté au Chili à partir de juin 1991."*

Le Chili, démocratie érigée sur les bases de la dictature de Pinochet, exemple d'ultra libéralisme, voilà le modèle des partisans de la taxe Tobin !
Aussi, rien de surprenant que **James Tobin**, lui-même très libéral, ait déclaré : *"Le fait que l'on assimile mon système de taxation des opérations de change à une réforme de gauche reste pour moi une énigme."*

Mais ce qu'il y a de plus pernicieux en la matière n'est pas l'application même de la taxe Tobin (d'ailleurs, l'Assemblée nationale comme le Parlement européen ont voté le rejet de la mise en œuvre d'une telle mesure), **c'est bien le rôle d'avant garde qu'occupe ATTAC et ses sympathisants dans la campagne internationale de désinformation visant à parasiter la lutte des classes.**



Substituer le terme "prolétariat" par la notion vague et consensuel de "citoyen" : tout un programme ! Il faut "humaniser la mondialisation", le mot d'ordre est lancé tant par **José Bové** que par **Bill Clinton** !

A l'heure où les députés partisans d'ATTAC (entre autres) ont voté, en France, la loi des 35H pour instaurer la précarité et la déréglementation généralisées, la loi permettant le rétablissement du travail de nuit des femmes dans l'industrie, la légalisation du travail des enfants dès l'âge de 13 ans, à l'heure où les intérêts vitaux du prolétariat (santé, éducation, moyens de subsistance, rythmes de vie) sont ciblés par l'offensive mondiale du Capital, **la canalisation de la colère de la classe ouvrière est nécessaire pour éviter qu'elle ne s'insurge.**



Le Fond Monétaire International, qui dicte les politiques des Etats du monde entier, constate cette nécessité quand il affirme dans son rapport n°99/127 sur la France :
"La préférence des autorités pour la prudence dans l'élaboration de leur politique est compréhensible quant à leur désir d'éviter toutes tensions sociales qui résulteraient d'une attaque frontale

contre des intérêts retranchés. Mais l'ajustement nécessaire ne peut être retardé indéfiniment".

Christophe **Aguiton** (à la fois porte parole d'ATTAC, membre de **SUD** et de la **LCR**) semble habité de préoccupations similaires : *"Nous commençons à agir ensemble. Ce qui est le plus compliqué, c'est la classe ouvrière, les syndicats, et ce sera plus long."* a-t-il déclaré lors des rencontres internationales "pour une construction citoyenne du monde" à Paris les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2000.

Et qu'on se le répète, ce "monde citoyen" se fera gentiment avec toutes les institutions qui appliquent aujourd'hui les politiques de destruction de la civilisation partout dans le monde.

Paul Boccara, économiste du PCF nous explique :

"Il ne faut pas s'engager dans la marginalisation d'un refus sans perspectives, mais **maîtriser** et dépasser **le marché de l'argent**. Aller vers des monnaies communes zonales, comme l'euro, la Taxe Tobin (bien qu'elle soit insuffisante). Une monnaie commune mondiale pourrait être créée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, au lieu de la monnaie commune de fait actuelle, imposée qu'est le dollar. Pour cela, faire appel aux travailleurs, aux **citoyens**, pour qu'ils agissent **aux côtés des organisations** de la démocratie parlementaire".



C'est dans ces circonstances qu'on peut observer, depuis plusieurs mois, l'orchestration de manipulations politiques d'ampleur internationale.

A l'appel du PC, parti gouvernemental, pour participer le 16 octobre 1999 à une manifestation supposée contestataire, la LCR, LO, AC ! et bien d'autres, avaient répondu présents pour montrer que le "mouvement social" milite non pas pour la guerre de classes mais pour la paix sociale.

Le 27 novembre de la même année, ATTAC et ses affinitaires invitaient à descendre dans la rue pour exiger un **"contrôle citoyen de l'OMC"** alors que Bill Clinton avait préalablement à la réunion de Seattle invité des associations et syndicalistes pour prendre part avec les patrons à la **"régulation de l'économie mondiale"**.

Un an après, les "anti-mondialisation", réunis à Nice pour une "Europe sociale", prétendent que le sommet de Seattle fut un échec pour le libéralisme et donc une victoire pour les "citoyens".

- Ils restent bizarrement muets quant au fait que le contre-sommet des organisations non gouvernementales prévu à Seattle était financé et organisé par les grandes entreprises et les multinationales elles-mêmes organisatrices du sommet de Seattle.



- Ils oublient aussi de dire que Seattle a permis la signature de l'accord Chine/Etats-Unis dans le cadre de l'OMC dont la conséquence va être l'aggravation des conditions de sur-exploitation des ouvriers chinois.

- Ils n'évoquent pas non plus le traité de libre commerce d'Amérique du Nord que Seattle a permis d'étendre à toute l'Amérique du Sud.

- Enfin pourquoi ne parlent-ils pas du plan Colombie, par lequel l'armée américaine prétend intervenir militairement dans six pays d'Amérique latine ?



Alors, comment ne pas répondre par l'indignation et la révolte à l'appel de cette "extrême gauche plurielle" pour participer au forum social mondial de Porto Alegre (Brésil), convoqué du 25 au 30 janvier 2001, quand ce même forum est officiellement soutenu par la Banque Mondiale ?

Tu te poses des questions ? Pas de problèmes !

La Confédération Européenne des Syndicats, les ONG, les associations citoyennes et les partis politiques te donnent les réponses.

Le flicage cérébral,
c'est aussi cela la "real politic".

RAPACES

Durant les 5 minutes que vous avez passé à lire ce texte, Liliane Bettencourt (1ère au palmarès des français les plus riches*, avec une fortune personnelle s'élevant à 120 milliards de francs) a encaissé environ 400 000 F...

*

